CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 79.850/2/V
du 7 septembre 2026

sur

un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 79.850/2/V
van 7 september 2026

over

een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat'

‡LW-BAJMCHDI-HJIFAVT‡

Le 17 juillet 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, chargé de la Simplification administrative à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit [*] jusqu'au 4 septembre 2026 sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 7 septembre 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Michèle BELMESSIERI, conseillères d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 septembre 2026.

*

Op 17 juli 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Begroting, belast met Administratieve Vereenvoudiging verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege[*] verlengd tot 4 september 2026 een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 7 september 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Michèle BELMESSIERI, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 september 2026.

*

[*] Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

[*] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

‡LW-BAJ[MCHDJ-HJIFAVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ‡ ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

OBSERVATION PRÉALABLE

Selon l'article 5 de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral', « [l]es services tiennent leur comptabilité générale et établissent leurs comptes annuels conformément aux dispositions du plan comptable général, arrêté par le Roi en application de l'article 5, alinéa 1er, de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes ».

L'article 5, alinéa 1er, de la loi du 16 mai 2003 dispose :

> « Chaque communauté et région tient une comptabilité générale sur la base d'un plan comptable normalisé, établi par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres après avis des gouvernements des communautés et régions visées à l'article 2 ».

Sur cette base, l'arrêté royal du 10 novembre 2009 'fixant le plan comptable applicable à l'État fédéral, aux communautés, aux régions et à la Commission communautaire commune' a été adopté [1]. Le plan comptable normalisé comprend un système normalisé de comptes et des règles de base relatives à l'évaluation des actifs et des passifs, à l'établissement des comptes annuels, ainsi qu'à la comptabilisation et l'imputation des opérations.

Or, l'article 5 de la loi du 16 mai 2003 est appelé à être remplacé par l'article 2 de l'avant-projet de loi « modifiant la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes », sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis 79.849/4 (ci-après : l'« avant-projet 79.849/4 »).

L'article 5 ainsi remplacé disposerait :

> « Les entités mentionnées à l'article 2 de la présente loi tiennent une comptabilité générale sur la base d'un plan comptable normalisé qui leur permet d'enregistrer à la fois

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] Le rapport au Roi précédant cet arrêté royal énonce :

« Il résulte de la combinaison de l'article 5 de la loi précitée du 16 mai 2003 et de l'article 5 de la loi précitée du 22 mai 2003 que le plan comptable arrêté par le Roi en application de la première de ces deux dispositions, s'appliquera directement :

– aux communautés et régions, ainsi qu'à la Commission communautaire commune ;

– aux services de l'État fédéral, tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la loi précitée du 22 mai 2003, à savoir les services publics fédéraux, les services administratifs à comptabilité autonome, les organismes d'administration publique dotés de la personnalité juridique (à l'exception des organismes et institutions publiques de sécurité sociale) et les entreprises d'État sans personnalité juridique distincte » (*Moniteur belge*, 11 décembre 2009, p. 76930).

‡LW-BAJ[MCHDJ-HJIFAVT‡

les opérations et les charges et les produits dans la comptabilité générale et les recettes et dépenses correspondantes dans la comptabilité.

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après consultation des gouvernements ou des collèges des entités visées à l'article 2, détermine les règles suivantes relatives à ce plan comptable normalisé :

1° les prescriptions relatives au système de comptes à adopter ;

2° les règles communes concernant l'évaluation des actifs et des passifs ;

3° les règles communes concernant l'enregistrement dans la comptabilité générale ainsi que l'imputation simultanée dans la comptabilité budgétaire ;

4° un modèle harmonisé de rapportage comptable pour les comptes annuels ».

Le commentaire de l'article 2 de l'avant-projet 79.849/4 précise à ce sujet :

« Au lieu de procéder à une normalisation fondée sur un système de comptes uniforme dont les données comptables sont regroupées sur la base de comptes spécifiques dans lesquels elles ont été enregistrées, l'objectif est désormais de parvenir à une forme harmonisée de reporting comptable, qui peuvent être établis à partir de plusieurs systèmes de comptes tenant compte d'un certain nombre de principes communs en matière d'évaluation et d'imputation qui seront fixés par le Roi ».

L'arrêté royal du 10 novembre 2009 est dès lors appelé à être modifié. Plus précisément, comme il ressort du projet d'arrêté « portant modification de l'arrêté royal du 10 novembre 2009 fixant le plan comptable applicable à l'État fédéral, aux communautés, aux régions et à la Commission communautaire commune », sur lequel la section de législation a donné le 22 mai 2024 l'avis 76.236/4, son auteur a l'intention :

– de rendre applicable le plan comptable normalisé dans son entièreté aux services de l'État fédéral ;

– de permettre aux entités fédérées de déroger à ce plan comptable normalisé sous certaines conditions.

L'article 2 de l'avant-projet 79.849/4 n'habilite plus le Roi à établir un plan comptable normalisé pour les entités fédérées, mais uniquement à déterminer les règles de base relatives à ce plan.

Il suit de ce qui précède qu'il y a lieu de compléter l'avant-projet à l'examen par une disposition modifiant l'article 5 de la loi du 22 mai 2003, afin d'y prévoir que le Roi établit un plan comptable normalisé pour les services de l'État fédéral sans se référer à l'article 5 de la loi du 16 mai 2003.

‡LW-BAJMCHDI-HJIFAVT‡

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Articles 3 à 5

Les articles 66/1 à 66/3 en projet font appel à des notions que l'avant-projet ne précise pas davantage (« ordonnateur », « dirigeant du service », « comptable justiciable centralisateur ») mais qui sont définies par différents arrêtés royaux, à savoir :

– l'arrêté royal du 20 mars 2023 'portant exécution de l'article 29 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral' [2], et

– l'arrêté royal du 12 août 2024 'portant exécution de l'article 37 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral et modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 2017 portant exécution des articles 20, § 2, alinéa 2, 78, alinéa 1er, 80, alinéa 2, 86, alinéa 1er, 87, § 2/1, 89, alinéa 1er, et 96, alinéa 1er de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral'.

Par ailleurs, les articles 66/1 à 66/3 utilisent la notion de « comptable justiciable » alors que l'article 35 de la loi du 22 mai 2003 utilise la notion de « comptable justiciable de la Cour des comptes ».

Le législateur appréciera s'il ne convient pas d'habiliter le Roi à préciser les modalités d'application des articles 66/1 à 66/3 et notamment à déterminer la portée des notions, actuellement définies par voie d'arrêté royal, qui y sont utilisées [3].

Article 5

Dans la version française, il y a lieu d'écrire, à la fin de la disposition, « du comptable justiciable centralisateur ».

Article 6

Cet article modifie l'article 48, alinéa 3, de la loi du 22 mai 2003 [4].

Selon le commentaire de l'article :

> « Par cette modification de l'article 48, nous souhaitons éviter tout problème d'interprétation éventuel ; ainsi, le Roi se voit offrir la possibilité de fixer les conditions et modalités organiques.

[2] Son article 16 exécute l'actuel article 66 de la loi du 22 mai 2003.

[3] Il y a lieu de constater que l'article 16 de l'arrêté royal du 12 août 2024, lequel définit la nature des avances sur la base de l'actuel article 66 de la loi du 22 mai 2003, entre en conflit avec l'article 66 en projet, lequel définit lui-même la nature des avances en son alinéa 2, et devra en conséquence être modifié.

[4] Pour rappel, l'article 48 reproduit en son alinéa 3 l'ancien article 12, alinéa 3, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, sous la double réserve suivante : le mot « fixe » est remplacé par « définit » ; *in fine*, les mots « sur proposition du Ministre du Budget » sont ajoutés.

‡LW-BAJ[MCHDJ-HJIFAVT‡

À cet égard, nous faisons remarquer que, dans la mesure où un texte législatif ou réglementaire organique prévoit l'obligation d'octroyer une subvention, on peut parler d'une subvention réglementaire ».

Interrogée sur la portée précise de la modification projetée, la déléguée a répondu :

« Het interpretatieprobleem bleek in se te gaan of men voorafgaand aan het toekennen van een subsidie zich mocht baseren op een generiek of specifiek koninklijk besluit of dat het een organiek koninklijk besluit moet zijn. Dienaangaande werd geconcludeerd dat het koninklijk besluit voor een subsidie zijn rechtsgrond moet vinden in een organieke wetsbepaling of een wetsbepaling in de wet houdende de algemene uitgavenbegroting. In het laatste geval geldt de machtiging, zoals uzelf ook reeds vermelde, enkel voor de duurtijd van het betrokken begrotingsjaar. Het was zeker niet de bedoeling om een permanent juridisch kader, door een koninklijk besluit, voor de toekenning van subsidies vast te stellen.

Le problème d'interprétation portait en substance sur la question de savoir si, avant l'octroi d'une subvention, il était possible de se fonder sur un arrêté royal générique ou spécifique, ou s'il devait s'agir d'un arrêté royal organique. À cet égard, il a été conclu que l'arrêté royal relatif à une subvention doit trouver son fondement juridique dans une disposition législative organique ou dans une disposition de la loi portant budget général des dépenses. Dans ce dernier cas, l'autorisation ne s'applique que pour la durée de l'année budgétaire concernée. Il n'était certainement pas question d'établir un cadre juridique permanent, par arrêté royal, pour l'octroi de subventions ».

Force est de constater que cette réponse, dont la section de législation prend acte, ne clarifie pas davantage la portée de l'article 6 de l'avant-projet. Le commentaire de l'article sera revu afin que les considérations qui y figurent permettent de comprendre la portée du dispositif.

Article 7

Le commentaire de l'article sera complété afin de préciser la portée de la notion de « subsides semi-organiques » et ce qui la distingue de la notion de « subsides organiques ».

Article 10

À l'article 121, alinéa 5, en projet, il convient de remplacer les mots « toute subvention doit définir » par les mots « toute décision allouant une subvention doit définir ».

‡LW-BAJ[MCHDJ-HJIFAVT‡

OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

La modification d'un texte législatif doit suivre l'ordre naturel des dispositions à modifier [5]. En conséquence, les modifications apportées par les articles 2 à 5 de l'avant-projet seront insérées en suivant l'ordre de la numérotation des articles modifiés.

*

[5] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 122.

‡LW-BAJ[MCHDJ-HJIFAVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond‡ en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Volgens artikel 5 van de wet van 22 mei 2003 'houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat' "[voeren d]e diensten (…) hun algemene boekhouding en stellen [ze] hun jaarrekening op overeenkomstig de bepalingen van het algemene boekhoudplan dat door de Koning wordt vastgesteld met toepassing van artikel 5, eerste lid, van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof".

Artikel 5, eerste lid, van de wet van 16 mei 2003 luidt als volgt:

> "Elke gemeenschap en gewest voert een algemene boekhouding op basis van een genormaliseerd boekhoudplan, vastgesteld bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van de regeringen van de in artikel 2 bedoelde gemeenschappen en gewesten."

Op die grond is het koninklijk besluit van 10 november 2009 'tot vaststelling van het boekhoudplan van toepassing op de federale Staat en op de gemeenschappen, de gewesten en de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie' vastgesteld.[1] Het genormaliseerd boekhoudplan bevat een genormaliseerd rekeningstelsel en basisregels voor de waardering van de activa en de passiva, voor het opstellen van de jaarrekeningen en voor de boeking en de aanrekening van de verrichtingen.

Artikel 5 van de wet van 16 mei 2003 zou echter worden vervangen door artikel 2 van het voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof', waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 79.849/4 heeft gegeven (hierna: "voorontwerp 79.849/4").

---

‡ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] In het verslag aan de Koning dat aan dat koninklijk besluit voorafgaat, staat het volgende:
"De combinatie van artikel 5 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 en van artikel 5 van de voornoemde wet van 22 mei 2003, heeft tot gevolg dat het boekhoudkundig plan, vastgesteld door de Koning in toepassing van de eerste van deze twee bepalingen, rechtstreeks van toepassing zal zijn:
– op de gemeenschappen en de gewesten, evenals op de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie;
– op de diensten van de federale Staat, zoals zij zijn omschreven in artikel 2 van de voornoemde wet van 22 mei 2003, met name de federale overheidsdiensten, de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie, de administratieve openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid (met uitsluiting van de openbare instellingen van sociale zekerheid) en de staatsbedrijven zonder aparte rechtspersoonlijkheid" (*Belgisch Staatsblad* 11 december 2009, 76930).

‡LW-BAJ[MCHDJ-HJIFAVT‡

Het aldus vervangen artikel 5 zou als volgt luiden:

"De entiteiten vermeld in artikel 2 van deze wet voeren een algemene boekhouding op basis van een genormaliseerd boekhoudplan dat hen toelaat zowel de vermogensverrichtingen, de rechten en verplichtingen en de kosten en de opbrengsten in de algemene boekhouding als de overeenstemmende ontvangsten en uitgaven in de begrotingsboekhouding te registreren.

De Koning zal bij in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de regeringen of colleges van de in artikel 2 bedoelde entiteiten, de hierna volgende regels bepalen met betrekking tot dit genormaliseerd boekhoudplan:

1° de vereisten inzake het aan te nemen rekeningenstelsel;

2° de gemeenschappelijke regels betreffende de waardering van activa en passiva;

3° de gemeenschappelijke regels betreffende de boeking in de algemene boekhouding en de gelijktijdige aanrekening in de begrotingsboekhouding;

4° een geharmoniseerd model van boekhoudkundige verslaggeving voor de jaarrekening."

In de toelichting bij artikel 2 van voorontwerp 79.849/4 staat in dat verband het volgende:

"In plaats van te normaliseren op grond van een eenvormig rekeningenstelsel waarbij boekhoudkundige gegevens gehergroepeerd worden op grond van de specifieke rekeningen waarop zij geboekt werden, wordt er voortaan gestreefd naar een geharmoniseerde vorm van boekhoudkundige rapportering, die vanuit meerdere rekeningenstelsels kan opgemaakt worden rekening houdend met een aantal gemeenschappelijke principes inzake waardering en aanrekening, die door de Koning zullen vastgelegd worden."

Het koninklijk besluit van 10 november 2009 zou dan ook worden gewijzigd. Zoals blijkt uit het ontwerpbesluit 'tot wijziging van koninklijk besluit van 10 november 2009 tot vaststelling van het boekhoudplan van toepassing op de federale Staat en op de gemeenschappen, de gewesten en de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie', waarover de afdeling Wetgeving op 22 mei 2024 advies 76.236/4 heeft gegeven, wil de steller van dat besluit meer bepaald:

– het genormaliseerd boekhoudplan in zijn geheel van toepassing verklaren op de diensten van de federale Staat;

– ervoor zorgen dat de deelentiteiten onder bepaalde voorwaarden van dat genormaliseerd boekhoudplan kunnen afwijken.

Artikel 2 van voorontwerp 79.849/4 machtigt de Koning er niet meer toe een genormaliseerd boekhoudplan voor de deelentiteiten op te stellen, maar enkel de basisregels betreffende dat plan te bepalen.

Uit het voorgaande volgt dat het voorliggende voorontwerp dient te worden aangevuld met een bepaling houdende wijziging van artikel 5 van de wet van 22 mei 2003. Dat artikel dient dan te bepalen dat de Koning een genormaliseerd boekhoudplan opstelt voor de diensten van de federale Staat, maar verwijst daarbij niet naar artikel 5 van de wet van 16 mei 2003.

‡LW-BAJ[MCHDI-HJIFAVT‡

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikelen 3 tot 5

De ontworpen artikelen 66/1 tot 66/3 hanteren begrippen die in het voorontwerp niet nader worden bepaald ("ordonnateur", "leidinggevende van de dienst", "centraliserend rekenplichtige"), maar die wel in verschillende koninklijke besluiten worden gedefinieerd, namelijk in:

– het koninklijk besluit van 20 maart 2023 'tot uitvoering van artikel 29 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat'[2], en

– het koninklijk besluit van 12 augustus 2024 'betreffende de uitvoering van artikel 37 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat en tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 2017 tot uitvoering van de artikelen 20, § 2, tweede lid, 78, eerste lid, 80, tweede lid, 86, eerste lid, 87, § 2/1, 89, eerste lid, en 96 eerste lid, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat'.

Voorts wordt in de artikelen 66/1 tot 66/3 het begrip "rekenplichtige" gebruikt, terwijl in artikel 35 van de wet van 22 mei 2003 het begrip "aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen rekenplichtige" wordt gebezigd.

De wetgever moet nagaan of aan de Koning geen machtiging dient te worden verleend om de toepassingsmodaliteiten van de artikelen 66/1 tot 66/3 nader te bepalen, en met name om de draagwijdte te bepalen van de thans bij koninklijk besluit gedefinieerde begrippen die in die artikelen worden gebruikt.[3]

Artikel 5

In de Franse tekst dient men aan het einde van de bepaling "du comptable justiciable centralisateur" te schrijven.

Artikel 6

Dit artikel wijzigt artikel 48, derde lid, van de wet van 22 mei 2003.[4]

[2] Artikel 16 van dat koninklijk besluit geeft uitvoering aan het huidige artikel 66 van de wet van 22 mei 2003.

[3] Er dient te worden vastgesteld dat artikel 16 van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024, dat de aard van de voorschotten omschrijft op basis van het huidige artikel 66 van de wet van 22 mei 2003, strijdig is met het ontworpen artikel 66, tweede lid, dat zelf de aard van de voorschotten omschrijft. Dat artikel 16 moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

[4] Er wordt aan herinnerd dat het derde lid van artikel 48 het oude artikel 12, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit overneemt, onder dit dubbele voorbehoud: enerzijds wordt in de Franse tekst het woord "fixe"

‡LW-BAJ[MCHDJ-HJIFAVT‡

In de toelichting bij het artikel staat het volgende te lezen:

"Met deze aanpassing van het artikel 48 wensen wij een mogelijk interpretatieprobleem te voorkomen, zodoende wordt aan de Koning de mogelijkheid geboden organieke voorwaarden en modaliteiten te bepalen.

Dienaangaande merken wij op dat voor zover een organieke wets- of reglementaire tekst voorziet in een verplichting om een subsidie toe te kennen er kan gesproken worden van een reglementaire subsidie."

Op de vraag wat de precieze draagwijdte van de geplande wijziging is, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

"Het interpretatieprobleem bleek in se te gaan of men voorafgaand aan het toekennen van een subsidie zich mocht baseren op een generiek of specifiek koninklijk besluit of dat het een organiek koninklijk besluit moet zijn. Dienaangaande werd geconcludeerd dat het koninklijk besluit voor een subsidie zijn rechtsgrond moet vinden in een organieke wetsbepaling of een wetsbepaling in de wet houdende de algemene uitgavenbegroting. In het laatste geval geldt de machtiging, zoals uzelf ook reeds vermelde, enkel voor de duurtijd van het betrokken begrotingsjaar. Het was zeker niet de bedoeling om een permanent juridisch kader, door een koninklijk besluit, voor de toekenning van subsidies vast te stellen.

Le problème d'interprétation portait en substance sur la question de savoir si, avant l'octroi d'une subvention, il était possible de se fonder sur un arrêté royal générique ou spécifique, ou s'il devait s'agir d'un arrêté royal organique. À cet égard, il a été conclu que l'arrêté royal relatif à une subvention doit trouver son fondement juridique dans une disposition législative organique ou dans une disposition de la loi portant budget général des dépenses. Dans ce dernier cas, l'autorisation ne s'applique que pour la durée de l'année budgétaire concernée. Il n'était certainement pas question d'établir un cadre juridique permanent, par arrêté royal, pour l'octroi de subventions."

De afdeling Wetgeving neemt akte van dat antwoord, maar moet vaststellen dat het antwoord niet voor meer duidelijkheid zorgt over de draagwijdte van artikel 6 van het voorontwerp. De toelichting bij het artikel moet worden herzien zodat de daarin vervatte overwegingen inzicht verschaffen in de draagwijdte van het dispositief.

Artikel 7

De toelichting bij het artikel moet worden aangevuld zodat duidelijker wordt aangegeven wat de draagwijdte is van het begrip "semi-organieke toelagen" en wat dit begrip onderscheidt van het begrip "organieke toelagen".

Artikel 10

vervangen door het woord "définit", en anderzijds worden *in fine* de woorden "op voordracht van de Minister van Begroting" toegevoegd.

‡LW-BAJ[MCHDJ-HJIFAVT‡

In het ontworpen artikel 121, vijfde lid, dienen de woorden "dient iedere subsidie" te worden vervangen door de woorden "dient iedere beslissing tot toekenning van een subsidie".

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKING

Bij de wijziging van een wettekst moet de natuurlijke volgorde van de te wijzigen bepalingen worden gevolgd.[5] De volgorde waarin de wijzigingen worden ingevoegd die bij de artikelen 2 tot 5 van het voorontwerp worden aangebracht, moet dus de nummering van de gewijzigde artikelen volgen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO Bernard BLERO

[5] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 122.

‡LW-BAJ[MCHDJ-HJIFAVT‡